

(1850-1950)

par Laurent Gayer

À propos de ...

*Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)*, Vanessa Caru, Paris, A. Collin, 2013, 412 p.



1

À la différence d'autres métropoles indiennes au passé plus ancien (Delhi, Hyderabad, Ahmedabad...), la ville moderne de Bombay est une création du pouvoir

colonial, portugais puis britannique. C'est ici que la Compagnie des Indes orientales, initialement basée à Surat, relocalise son quartier général à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Au cours des décennies suivantes, Bombay devient la tête de pont de cette entreprise mercantiliste, attirant dans son sillage des migrants venus de tout l'ouest de l'Inde, qui ne sont pas nécessairement issus de communautés marchandes mais qui sous le patronage du colonisateur se forment rapidement une solide réputation de commerçants, à l'instar des Parsis zoroastriens [\[1\]\[1\]](#) Pour une récente synthèse de

l'histoire de Bombay et... L'industrialisation de la ville, à partir de 1850, va encore renforcer l'effet d'attraction de cette économie urbaine florissante sur son hinterland rural. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Bombay devient ainsi l'une des premières villes ouvrières de l'Inde, ses usines textiles employant à elles seules 73 000 travailleurs à la fin du siècle (sur une population totale de 821 764 personnes en 1891, contre seulement 221 550 en 1814). Les besoins en main-d'œuvre des industries naissantes sont pourtant en décalage avec les capacités d'hébergement, ce hiatus donnant naissance à un problème du logement lancinant, qui perdure aujourd'hui. La question du logement populaire n'en a pas moins été longtemps négligée par les historiens de la ville, le récent *urban turn* [\[2\]\[2\]](#) Gyan Prakash, « The Urban Turn », in Ravi S. Vasudevan... des études indiennes (jusqu'alors dominées par les travaux sur l'Inde rurale) n'ayant à cet égard guère changé la donne. C'est là la première originalité de l'ouvrage de Vanessa Caru, qui outre son sujet se singularise par ses ambitions théoriques et méthodologiques. À travers un siècle d'histoire des politiques du logement ouvrier à Bombay, l'auteure apporte un nouvel éclairage sur les mécanismes de la domination coloniale, qui tout en faisant écho aux travaux de l'école subalterniste s'en singularise sur plusieurs points, notamment dans son rapport aux sources et dans sa conceptualisation de l'architecture, au sens propre comme figuré, de la domination coloniale. Car si cette domination s'exerce et se reproduit ici à travers une véritable politique urbaine, dont les contours se précisent à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est aussi dans la matérialité du bâti - les matériaux de construction, la taille des fenêtres, l'emplacement des points d'eau, les systèmes d'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères... - que se jouent les relations triangulaires entre l'État colonial, les élites indigènes et les castes et classes subalternes d'une Inde urbaine en plein mouvement. Bien que sous des modalités très différentes de celles du pays bamiléké étudié par Dominique Malaquais, l'environnement bâti fonctionne ici aussi comme un appareil de domination à part entière, dont l'analyse ouvre la voie à une

compréhension des chemins toujours sinueux de la dissidence [\[3\]](#) [Dominique Malaquais, Architecture, pouvoir et dissidence...](#)

## **Du « problème » du logement populaire au gouvernement des populations ouvrières**

**2**

La question urbaine – et plus spécifiquement le contrôle du bâti – commence à être prise en compte par le pouvoir colonial au lendemain de la révolte de 1857-1858, à l'issue de laquelle la gestion des affaires indiennes se trouve transférée de la Compagnie des Indes orientales à la Couronne britannique. Aux préoccupations sécuritaires – les grandes villes du nord de l'Inde, Delhi et Lucknow en particulier, furent aux avant-postes de la révolte – s'ajoutent les inquiétudes sanitaires. L'épidémie de choléra qui frappe Bombay en 1860 fait prendre conscience aux Britanniques de l'inadéquation entre les conditions de vie des populations indigènes et les principes les plus élémentaires de l'hygiénisme qui se développe au même moment en Europe. Les premiers travaux de planification urbaine de Bombay restent cependant concentrés sur la « ville des élites », au sud et sur la côte est, tandis que la « ville des travailleurs », plus au nord, se développe de manière officieuse, en l'absence de plan d'ensemble et d'infrastructures modernes. Dès cette époque, les quartiers ouvriers du nord de la ville font figure « d'espaces de relégation, où sont confinées et tenues éloignées les nuisances produites par la croissance de la ville industrielle : égouts, ordures, etc. » (p. 61).

**3**

Ce n'est que dans les dernières années du siècle que le pouvoir colonial va se saisir de la question du logement ouvrier pour l'ériger en problème politique. Deux événements sont à cet égard décisifs. Les émeutes hindous-musulmans de 1893, d'une part, « ont fait prendre conscience de la force que représentent les ouvriers de la ville et provoquent une réorientation explicite de l'activité des services des forces de l'ordre, afin d'affermir le contrôle sur les populations ». L'épidémie de peste qui frappe la ville de 1896 à 1914 est quant à elle à l'origine d'une crise sanitaire, économique et politique inédite. Coûtant la vie de près de 200 000 personnes et conduisant au départ de centaines de milliers d'autres, l'épidémie s'accompagne d'une véritable « dislocation du marché du travail ». C'est dans ce contexte que le logement ouvrier se trouve érigé en problème politique, requérant une intervention des pouvoirs publics.

**4**

La fabrication de ce « problème » du logement ouvrier passe d'abord par l'adoption d'un nouveau regard sur la ville, moins sociologique qu'étiologique : en suivant la progression de l'épidémie, les autorités coloniales espèrent identifier ses causes pour y remédier. Ces topographies médicales font notamment apparaître une première caractéristique, devenue problématique, de l'habitat ouvrier : sa forte densité. L'humidité des *chawls* (immeubles ouvriers typiques de Bombay, généralement de deux ou trois étages, constitués de logements adossés les uns et autres et reliés par une véranda commune), découlant de l'absence de tout-à-l'égout, devient elle aussi une source de préoccupation pour les autorités médicales, sous l'influence des théories hygiénistes alors en vogue. Et si ces mêmes autorités blâment les populations ouvrières pour leur « arriération », les mesures sanitaires adoptées en réponse à l'épidémie vont pour la première fois empiéter sur le droit de propriété, en interdisant l'occupation voire en ordonnant la destruction des habitations déclarées insalubres. L'*Epidemic Diseases Act*, en vigueur jusqu'en 1912, ne sera cependant appliqué qu'avec parcimonie, dans un souci évident de ménager les propriétaires mais aussi, déjà, de contenir la protestation ouvrière. Sur les 14 000 logements inspectés, seuls 994 font l'objet d'un avis de démolition, en priorité des habitats très précaires constitués de simples cabanes (*jhuggis*). Cette politique sanitaire à moindre coût présente un double avantage : elle épargne aux autorités coloniales une lourde facture (puisqu'elles doivent compenser les propriétaires pour les pertes occasionnées), tout en leur évitant de s'aliéner des électeurs influents. Les grèves orchestrées par certaines populations ouvrières (notamment les dockers) jouent également en défaveur d'une politique sanitaire plus volontariste : craignant une extension de la protestation, les autorités municipales garantissent aux populations concernées que leurs habitations ne seront plus arbitrairement détruites. La lutte contre l'épidémie de peste se traduit parallèlement par la production d'un nouveau savoir empirique, suite aux premières expérimentations dans le domaine de la construction standardisée de logements bon marché. Ces expérimentations portent d'abord sur les matériaux les plus adéquats, le fer étant alors privilégié aux dépens de l'habitat végétal traditionnel (bambou et nattes). Au-delà des nouvelles connaissances pratiques qu'elles permettent d'accumuler, ces recherches participent à l'émergence d'un nouveau groupe de professionnels – les ingénieurs –, qui au cours des années suivantes joueront un rôle décisif dans la politique du logement ouvrier et dont la compétence a d'abord été reconnue dans le cadre de la lutte contre la peste. La crise sanitaire et la menace que

celle-ci induit pour l'économie impériale (fuite de la main-d'œuvre, risque de mise en quarantaine des navires en provenance de Bombay par les autres ports de la région...) incitent enfin les autorités coloniales à se doter d'un nouvel organisme, le *Bombay City Improvement Trust* (BCIT), afin de présider à une vaste réorganisation de l'espace urbain. Le mandat de cet organisme, qui voit le jour en 1898, dépasse de très loin les seules préoccupations sanitaires puisqu'il est chargé de superviser une série de grands travaux (perçement de nouvelles artères, poldérisation, construction de nouveaux logements bon marché, aération des quartiers surpeuplés...). L'épidémie de peste fournit ainsi au pouvoir colonial l'opportunité de reprendre l'initiative en matière de politique urbaine, en court-circuitant les classes possédantes qui depuis 1865 contrôlent la municipalité mais aussi en se dotant d'une capacité de contrôle accrue des classes laborieuses. Politique sanitaire et préoccupations sécuritaires coïncident dans ce programme de grands travaux, qui se traduit notamment par l'adoption d'un réseau voyer géométrique et l'éradication des impasses autour desquelles s'organisait jusqu'alors le mode de vie communautaire des classes populaires – et occasionnellement, comme lors des émeutes de 1893, la résistance aux forces de l'ordre.

## S

Cette politique de grands travaux ne remet pourtant pas en cause l'idéal de *cheap government* du pouvoir colonial. Contrairement aux ouvriers de la métropole, les travailleurs indiens ne disposent pas du droit de vote et ne disposent donc pas des mêmes leviers. Et si les autorités se résignent progressivement à subventionner le logement en consentant un déficit limité sur la construction d'habitats bon marché, il n'y aura pas de passage, ici, d'une logique d'assistance à une logique d'assurance sociale offrant une garantie aux travailleurs les plus méritants. Moins que la transformation du peuple, la priorité des Britanniques reste la préservation de leur alliance avec les classes possédantes de la ville. L'attribution des marchés publics de la période est révélatrice de cette politique : si le pouvoir colonial encourage l'usage du béton armé dans les nouvelles constructions afin d'assurer des débouchés aux entreprises britanniques en métropole comme en Inde (les firmes « européennes » sont alors les seules à maîtriser cette technique de construction), des entrepreneurs indiens se voient attribuer le monopole de l'approvisionnement en ciment. On touche ici à un autre apport essentiel de l'ouvrage, qui démontre qu'au-delà d'un simple partage du pouvoir politique local avec les classes possédantes indigènes, la reproduction de la

domination coloniale est ici passée par un « accaparement partagé des principales ressources urbaines » (p. 354).

6

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, cette politique connaît un léger infléchissement sans pour autant se trouver remise en cause de manière fondamentale. L'afflux de main-d'œuvre, la hausse de l'inflation et la montée de l'agitation sociale incitent le pouvoir colonial à se lancer dans un nouveau programme de construction de logements, qui à l'instar du contrôle des loyers tient lieu de contre-feu en se substituant à une intervention sur la question salariale. Si ce programme fait figure d'exception, tant en Inde que dans les autres colonies « non-blanches », les ambitions restent limitées par rapport aux besoins (il s'agit de construire 50 000 nouveaux logements). Surtout, ce programme de construction permet aux autorités coloniales – comme au patronat privé, même si celui-ci loge moins fréquemment ses employés – de se doter d'un nouvel instrument de contrôle des classes laborieuses, en menaçant les grévistes d'expulsion.

7

L'arrivée au pouvoir, au niveau provincial (à la fin des années 1930) puis national (après 1947), de gouvernements congressistes, ne change pas fondamentalement la donne. Le Congrès continue de s'appuyer sur les élites possédantes et rechigne à bousculer leurs intérêts à travers une remise en cause du statu quo. Tout au plus le parti nationaliste consent-il quelques concessions salariales afin d'acheter la paix sociale, tout en s'investissant dans la vie associative des quartiers populaires pour y concurrencer les mouvements de gauche et intouchables qui s'y sont solidement implantés au cours des années 1930. Et si, ailleurs, les premiers gouvernements de l'Inde indépendante investiront massivement dans la planification urbaine – en allant d'ailleurs chercher leurs modèles aux États-Unis ou en Europe continentale plutôt qu'en Grande-Bretagne –, la construction de logements populaires ne fait guère recette dans la plus grande agglomération du pays, où les logements d'une pièce continuent d'abriter 80 % de la ville en 1956 (p. 350).

## **Mobilisations ouvrières et politisation des espaces de la vie quotidienne**

8

Tout en proposant une relecture stimulante des mécanismes de la domination coloniale dans l'Inde urbaine, l'ouvrage de Vanessa Caru vient revisiter les mobilisations de ses

populations subalternes, en démontrant que la question du logement ne fut pas seulement un espace de « transactions hégémoniques » [\[4\]\[4\]](#) Jean-François Bayart et Romain Bertrand, « De quel...entre le pouvoir colonial et les élites possédantes indigènes mais aussi entre dominants et dominés. Si Vanessa Caru a recours à un éventail relativement large de sources (presse locale ; rapports d'économistes, de journalistes ou de syndicalistes, en augmentation constante à partir des années 1920), les discours d'auto-justification des fonctionnaires et ingénieurs coloniaux font ici l'objet d'une attention particulière. La place centrale donnée à ces sources, tout au long de l'ouvrage, contribue à le singulariser dans un champ académique profondément marqué par les *subaltern studies* et leur rapport de défiance à l'égard de l'archive coloniale. Tandis que les historiens subalternistes indiens, Ranajit Guha en tête, n'ont cessé de plaider en faveur d'une lecture « à contre-courant » (*against the grain*) des sources coloniales [\[5\]\[5\]](#) Ranjit Guha, « The Prose of Counter-insurgency »,..., Vanessa Caru se range plutôt à la position d'une autre historienne de l'Asie coloniale, Ann Laura Stoler, qui dans son travail sur l'Indonésie néerlandaise insiste sur les mérites d'une lecture « au fil de l'archive » (*along the grain*) de ces

sources [\[6\]\[6\]](#) Ann Laura Stoler, *Along the Archival Grain. Epistemic...*. Cette lecture, indispensable à la reconstruction de l'armature idéale et légale de la domination coloniale, n'exclut pas de prendre acte de la multivocalité de ces sources, faisant elle-même écho à des modes de domination éminemment complexes, dont les contradictions parfois flagrantes constituèrent autant de brèches à travers lesquelles vinrent s'engouffrer les colonisés. Dans la lignée des travaux de James Scott et de sa critique des théories gramsciennes de l'hégémonie [\[7\]\[7\]](#) James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance...*, prolongés par de nombreux travaux récents sur la production symbolique des formes d'acquiescement et de résistance en situation coloniale [\[8\]\[8\]](#) Frederick Cooper, « Grandeur, décadence... et nouvelle...», Vanessa Caru insiste sur le fait que la confrontation avec le colonisateur se fait rarement sur le mode de l'opposition frontale. Au contraire, elle prend souvent la forme d'une résistance à l'intérieur de la domination coloniale, jouant de ses contradictions les plus manifestes ou contraignant l'État colonial à tenir ses engagements. Là encore, l'auteure prend ses distances avec le courant subalterniste, qui défend l'idée d'une césure radicale entre la conscience politique des dominants et celle des dominés, dont les modes de mobilisation présenteraient des caractéristiques autonomes et invariantes (horizontalité, spontanéité, violence...) – une conviction qui continue d'informer les

analyses des historiens issus de ce courant sur la politique des dominés dans l'Inde contemporaine, comme l'illustre notamment la notion de « société politique » de Partha Chatterjee [\[9\]](#) [\[9\] Partha Chatterjee, Lineages of Political Society. Studies...](#)

L'ouvrage de Vanessa Caru montre bien les limites de cette approche en insistant sur la circulation du discours des dominants dans les quartiers populaires de Bombay, et plus fondamentalement sur son caractère structurant pour le militantisme des locataires. Et si le recours au paradigme de « l'appropriation » de la modernité coloniale par les sociétés colonisées tend trop souvent à réduire les phénomènes en jeu à une banale entreprise d'importation idéologique, il n'est jamais aussi légitime que lorsqu'il se réfère à ce « jeu indigène de réappropriation tactique de savoirs et de savoir-faire ouvrant des marges de manœuvre, autorisant des conduites de “ruse” ou d’“évitement”, et dessinant des sentiers d'acquisition de compétences ultérieurement mobilisées sur un mode rebelle ou transgressif »

[\[10\]](#) [\[10\] Romain Bertrand, « Politiques du moment colonial :....](#)

[9](#)

La principale différence entre les modes de gestion des *chawls* publics et privés tient à la rhétorique hygiéniste et paternaliste dont fait preuve le gouvernement colonial. Essentiellement rhétorique, cette divergence n'en est pas moins fondamentale, dans la mesure où elle ouvre un nouvel espace de lutte pour les classes populaires, « qui y puisent une forme de légitimation » (p. 254). Les locataires se réapproprient ainsi les préoccupations hygiénistes des autorités pour améliorer leurs conditions de vie, en invoquant par exemple les risques sanitaires soulevés par l'obscurité de logements mal aérés pour réclamer le remplacement de fenêtres (p. 247). Ces pétitions, comme la pratique – plus rare – des grèves de loyer, témoignent de la politisation des espaces de la vie quotidienne par les classes laborieuses de Bombay. Par là même, elles viennent remettre en cause l'idée – défendue notamment par les historiens subalternistes – selon laquelle l'origine rurale et le caractère temporaire du séjour en ville d'une grande partie de ces travailleurs les empêcheraient de développer des intérêts urbains propres. Bien au contraire, les revendications autour de l'amélioration du cadre de vie de ces populations font apparaître des préoccupations, voire des valeurs spécifiques, en particulier en ce qui concerne la sécurité des femmes, la propreté ou encore l'accès aux innovations technologiques (éclairage électrique, notamment). Si leur nombre reste limité, ces pétitions n'en viennent pas moins battre en brèche l'hypothèse d'une urbanisation a minima de ces populations – ou, pire, de leur arriération –, témoignant



au contraire de « la rapidité avec laquelle ces dernières s'approprient les attributs de la vie urbaine » (p. 249).

10

Le durcissement des conflits du travail contribue également à la politisation de ces espaces de la vie quotidienne, qui échappent partiellement au contrôle du pouvoir colonial et de ce fait condensent ses inquiétudes et ses fantasmes. Pour le coup, cette politisation est irréductible à l'appropriation de discours coloniaux ou métropolitains. Elle met en jeu des rapports vernaculaires à l'habitat, où le souci de l'entre-soi (qui ne procède pas nécessairement d'une adhésion aux injonctions de séparation physique entre sexes, castes et groupes religieux mais participe aussi de stratégies d'autodéfense, vis-à-vis des groupes dominants et de l'État) se heurte aux impératifs de la coexistence, c'est-à-dire de la transgression quotidienne des frontières communautaires. Aussi profondément bouleversées par la promiscuité de la vie urbaine et de l'habitat ouvrier soient-elles, ces représentations n'en sont pas pour autant annulées et continuent de structurer le rapport des populations ouvrières à leur espace de vie. Cette politisation de l'habitat ouvrier - c'est-à-dire son appréhension comme un espace de lutte, à la fois en retrait du monde du travail et en prise directe avec ses conflits peut parfois s'opérer sur un mode violent. Ce point aurait mérité de plus amples développements, notamment parce qu'il vient relativiser, sinon contredire, l'hypothèse d'une efficacité des « armes du faible » avancée par l'auteure. Comme celle-ci en convient, la menace d'une grève des loyers, les déménagements clandestins et les pétitions sont loin d'être les seules tactiques de résistance des locataires. Il semble d'ailleurs que celles-ci ne soient jamais aussi efficaces qu'en contexte de grève générale, lorsque « les risques de débordement » contraignent les autorités à « renoncer à leurs procédures coercitives habituelles » (p. 242). Le recours aux menaces physiques à l'encontre des inspecteurs du *Bombay Development Department* (BDD), en particulier, est pris très au sérieux par les autorités et semble permettre aux locataires d'obtenir satisfaction (suspension des procédures d'expulsion ou de saisie...) plus rapidement que par le biais de simples pétitions (ou plutôt, permet de faire entendre les revendications avancées dans ces pétitions avec un plus grand succès). Les stratégies d'intimidation des non-grévistes constituent une autre passerelle, résolument violente, entre l'espace professionnel et l'espace résidentiel. La présence policière devant les usines impose un repli des stratégies punitives vers l'espace résidentiel, moins étroitement contrôlé : « c'est dans le confinement

des *chawls* que les grévistes règlent leurs comptes » (p. 257). On pressent ici que le recours à la menace voire à la violence physique effective est loin d'être anecdotique. Le *chawl* est autant l'espace où l'on se replie pour échapper à la violence de l'État colonial qu'un terrain de lutte où se prolongent les conflits du travail, ces derniers pouvant à leur tour être mis à profit pour obtenir satisfaction sur des revendications ayant trait au logement et aux conditions de vie. Et dans tous les cas, le potentiel d'escalade violente des rapports de force entre locataires/travailleurs et propriétaires/employeurs semble jouer un rôle décisif dans l'évaluation de la situation par le pouvoir colonial, dont Vanessa Caru montre bien la perméabilité à l'agitation sociale. Si la volonté de l'auteure de se prémunir contre les dérives de l'école

des *subaltern studies* fait toute l'originalité de son approche, son propre matériau amène donc à nuancer certains de ses arguments, notamment en ce qui concerne la place de la violence dans les mobilisations ouvrières et, de manière plus générale, la capacité des « armes du faible » à faire entendre la voix des dominés.

#### 11

On pourra également regretter que l'ouvrage n'évoque qu'en passant les conflits entre hindous et musulmans, tant sur les lieux de travail que dans les *chawls*. Émergeant dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où les rivalités sur le marché de l'emploi se durcissent, ces conflits se sont radicalisés au cours des années 1980 dans un contexte de crise de l'industrie textile et de montée en puissance de l'extrême droite hindoue. Et si, comme le souligne Vanessa Caru, le mouvement nationaliste hindou de la *Shiv Sena* s'est imposé dans les quartiers populaires de Bombay en s'inscrivant dans une longue histoire de mobilisations locales dont l'origine remonte au mouvement des locataires du début du XX<sup>e</sup> siècle, sa violence xénophobe a contribué à la dislocation des classes laborieuses et à la ghettoïsation croissante de la minorité musulmane, transformant en profondeur la morphologie sociale de la ville [\[11\]](#)<sup>[11]</sup>

#### Pour une étude

ethnographique de l'un de ces ghettos...

## Notes

#### [1]

Pour une récente synthèse de l'histoire de Bombay et des « mythes » et « fables » qui continuent de structurer les représentations de cette « cité d'or », voir Gyan Prakash, *Mumbai Fables*, Princeton, Princeton University Press, 2010. Et, pour une critique de cette synthèse, insistant notamment sur sa négligence du rôle des classes populaires dans l'histoire politique et sociale de la ville, voir Vanessa Caru, « De Bombay à Mumbai », *La vie des idées*,

13 juillet 2010. En ligne : <http://www.laviedesidees.fr/De-Bombay-a-Mumbai.html> (consulté le 20 février 2014).

[2]

Gyan Prakash, « The Urban Turn », in Ravi S. Vasudevan *et al* (éd.), *Sarai Reader 02 : The Cities of Everyday Life*, Delhi, Sarai, 2002, p. 2-7.

[3]

Dominique Malaquais, *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun*, Paris, Karthala, 2002.

[4]

Jean-François Bayart et Romain Bertrand, « De quel legs colonial parle-t-on ? », *Esprit*, n° 12, 2006, p. 134-160.

[5]

Ranajit Guha, « The Prose of Counter-insurgency », in Ranajit Guha et Gayatri Spivak (éd.), *Selected Subaltern Studies*, New York, Oxford University Press, 1988, p. 45-88.

[6]

Ann Laura Stoler, *Along the Archival Grain. Epistemic Anxieties and Colonial Commonsense*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

[7]

James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

[8]

Frederick Cooper, « Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études du fait colonial depuis les années 1950 », *Politix*, vol. 17, n° 66, 2004, p. 17-48.

[9]

Partha Chatterjee, *Lineages of Political Society. Studies in Postcolonial Democracy*, New York, Columbia University Press, 2011.

[10]

Romain Bertrand, « Politiques du moment colonial : historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en "situation coloniale" », *Questions de recherche*, n° 26, 2008, p. 27.

[11]

Pour une étude ethnographique de l'un de ces ghettos musulmans de Bombay, voir Qudsiya Contractor, « "Unwanted in my City" : The Making of a "Muslim Slum" in Mumbai », in Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot (éd.), *Muslims in Indian Cities. Trajectories of Marginalisation*, Londres, Hurst, 2012, p. 23-42.

## Titres recensés

1. [Du « problème » du logement populaire au gouvernement des populations ouvrières](#)
2. [Mobilisations ouvrières et politisation des espaces de la vie quotidienne](#)